



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du

17 JUIL 2015

mettant le Groupement d'intérêt économique Terres de Soufflenheim en demeure de reconstituer les garanties financières de remise en état de la carrière située au lieu-dit "Untererzlach" à Haguenau

Le Préfet de la région Alsace
Préfet du Bas-Rhin

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L.511-1, L.512-1, L.516-1, R.512-39-1 à R.512-39-3 et R.516-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et notamment son article 12 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 1996 autorisant l'ouverture d'une carrière d'argile en forêt indivise de Haguenau au lieu-dit "Untererzlach" ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 1999 prescrivant la constitution de garanties financières pour la remise en état de la carrière exploitée par le GIE Terres de Soufflenheim à Haguenau au lieu-dit "Untererzlach" ;

VU l'acte de cautionnement solidaire du 3 avril 2001 et l'avenant à cet acte du 12 décembre 2005 établis par la BNP Paribas ;

VU les rapports, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées, en date du 27 mars 2014 et du 2 juillet 2015 ;

VU les courriers, transmis à l'exploitant, de l'inspection des installations classées, en date du 1^{er} mars 2011, du 27 mars 2014 et du 1^{er} décembre 2014 ;

CONSIDÉRANT que le GIE Terres de Soufflenheim a été autorisé à exploiter une carrière située au lieu-dit "Untererzlach" à Haguenau ; que l'autorisation d'exploiter est échue ;

CONSIDERANT que le GIE Terres de Soufflenheim n'a pas transmis à la préfecture du Bas-Rhin une attestation de renouvellement des garanties financières actualisées au moins six mois avant leur échéance, en méconnaissance des dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 1999 susvisé ; que les garanties financières pour la remise en état de la carrière située au lieu-dit "Untererzlach" à Haguenau ne sont plus constituées ;

CONSIDERANT que les garanties financières sont destinées, en cas de défaillance de l'exploitant, à assurer la remise en état du site après fermeture dans les conditions fixées par l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 1996 susvisé et par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;

CONSIDERANT que l'obligation de disposer d'une garantie financière ne peut être levée qu'après constat, par un inspecteur des installations classées, de la réalisation des travaux de réhabilitation du site ;

CONSIDERANT que lorsque le site a été remis en état ou lorsque l'activité a été arrêtée, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement, la date à laquelle l'obligation de garanties financières peut être levée ;

CONSIDERANT qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations classées, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre le GIE Terres de Soufflenheim en demeure de reconstituer les garanties financières exigées en application de l'article L.516-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le Groupement d'intérêt économique Terres de Soufflenheim, RCS Strasbourg TI 400 119 376 – 95 C 7, dont le siège social est situé 3, rue de Haguenau – 67620 Soufflenheim, est mis en demeure, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, de transmettre à la préfecture du Bas-Rhin un acte de cautionnement solidaire qui justifie que les garanties financières de remise en état de la carrière située au lieu-dit "Untererzlach" à Haguenau ont été reconstituées dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral du 6 mai 1999 susvisé et par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

Article 2 : Faute pour le GIE Terres de Soufflenheim de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Strasbourg.

Le délai de recours est de deux mois pour le GIE Terres de Soufflenheim et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au GIE Terres de Soufflenheim par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Haguenau.

Le Préfet,

— P. le Préfet,
Le Secrétaire Général

Christophe

Christophe RIGUET